

Le genre de régime que nous avons actuellement perpétue la pauvreté et n'encourage pas les gens à améliorer leur sort. Je le répète, il y a peut-être un Canadien sur trois qui vit dans la pauvreté.

Le discours du trône fait état également du rapport sur la condition de la femme et annonce pour la session actuelle un débat à la Chambre sur l'ensemble de la question de l'avortement. J'aimerais qu'en tant que Parlement, nous consacrons à ces deux questions des délibérations très sérieuses, ce que nous n'avons jamais fait jusqu'ici. Nous tous ici, en tant qu'hommes, ne pouvons sûrement pas nier qu'il y ait dans la société canadienne deux poids et deux mesures quand il s'agit des femmes. Cela se manifeste quand nous n'invitons pas les femmes à participer au processus décisionnel de la nation, à y être vraiment associées. La preuve en est qu'ici à la Chambre, nous comptons 263 hommes et une seule femme. Je dois dire que celle qui représente ici Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis) fait vraiment honneur à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: L'apport de l'honorable représentante à la Chambre prouve que les femmes peuvent et devraient participer davantage aux délibérations parlementaires ainsi qu'au processus politique, à tous les niveaux. Je voudrais voir à la Chambre des communes 100 personnes, ou même plus, comme la représentante de Vancouver-Kingsway. Cela apporterait à la Chambre une bien meilleure représentation de la société canadienne qu'à l'heure actuelle.

Pour amener les femmes à occuper des postes de commande, il nous appartient d'adopter de bonnes lois, des lois concrètes et positives.

Dans le Livre blanc sur l'assurance-chômage, le gouvernement mentionne, entre autres choses, les congés de maternité sans discrimination financière. C'est, je pense, une question qui devrait faire l'objet d'une loi au Canada. Les femmes ont aussi besoin de garderies. Pendant la dernière guerre, on avait fourni des centres de ce genre aux femmes qui travaillaient à l'extérieur, et je ne vois pas pourquoi on n'en ferait pas autant aujourd'hui. Ce sont tout simplement deux exemples de mesures que nous devrions prendre.

Je pense aussi qu'à travail égal, les femmes devraient toucher une rémunération égale. Je le répète, au sujet de l'avortement, j'aimerais qu'on aboutisse à une mesure législative concrète et qu'on ne se contente pas de discuter. Ce projet de loi devrait faire disparaître du Code criminel toute disposition relative à l'avortement. La situation actuelle est pleine de contradictions. Par exemple, si une femme riche veut se faire avorter, elle n'a qu'à prendre l'avion pour New York ou l'Europe où l'intervention est possible. Mais une femme pauvre ou qui touche un revenu moyen ne peut en faire autant. Autrement dit, deux poids, deux mesures. Certaines personnes sont victimes de discrimination. Cet état de choses devrait disparaître.

Je pourrais aborder une foule d'autres questions. Ainsi, nous devons songer sérieusement au rôle des jeunes gens au Canada. Nous devons amener nos jeunes à s'engager davantage, les intégrer pleinement dans la vie canadienne. En outre, il faut aider davantage nos vieillards.

Ce qu'il nous faut vraiment, c'est toute une série de changements sociaux et économiques. Des Canadiens de toutes classes se montrent de plus en plus cyniques envers les institutions parlementaires et les hommes politiques de tous les partis. Ils sont de plus en plus nombreux ceux qui demandent pourquoi nous n'adoptons pas des mesures de réelle importance, d'importance pour eux, des mesures touchant les questions vitales. Ici encore nous n'avons qu'à nous en prendre à nous-mêmes. Nous Canadiens possédons toutes les ressources nécessaires. Notre technologie est extrêmement avancée. Tout ce qu'il nous faut, ce sont des députés qui aient le courage et l'ambition d'opérer des changements véritables.

Je ne tiens pas à voir de plus en plus de gens se décourager et abandonner la partie. Je ne veux pas non plus voir augmenter le nombre de ceux qui ont recours à la violence et à la destruction pour nous faire savoir qu'ils sont malheureux, que les choses ne vont pas. Il n'est ni nécessaire ni souhaitable que ces choses se produisent. Aucun député de cette Chambre ne saurait approuver je pense, ce qui s'est passé dans le Québec ces dernières semaines. Tous nous condamnons les actes du Front de Libération du Québec. Nous le devons. Si nous acceptons la violence comme principe d'évolution de la société, nous acceptons du même coup que le porteur du plus gros fusil ou du plus gros gourdin doive tenir les rênes du pouvoir. Penser ainsi, c'est accepter la loi du plus fort. Ce serait vouloir remplacer une tyrannie par une autre.

Dans la situation présente, je ne trouve pas que le gouvernement doive céder au chantage. Toutefois, je me dois de vous dire que je soupçonne une espèce de ressac, si j'interprète bien les sentiments des autres députés et de nombreux journalistes. Je le constate aussi dans les manchettes des journaux. Ainsi, ce matin, on pouvait lire: «FLQ activities drive politicians to the right». Une autre manchette du *Globe and Mail* se lisait ainsi: «Spiro Trudeau». Ce que je veux dire, monsieur l'Orateur, c'est qu'il ne faut pas se montrer extrémiste face aux activités d'un groupe tel que le FLQ. Nous devons garder notre sang-froid, notre raison et notre bon sens. La seule façon de faire face à une agitation sociale quelconque, c'est de modifier notre société et de montrer à tous les genres de citoyens qu'il y a moyen de procéder de façon démocratique et persuasive. C'est à quoi nous devons nous appliquer. En ce moment, les paroles d'un ancien président des États-Unis, John Kennedy, semblent très pertinentes:

● (5.40 p.m.)

Ceux qui rendent la révolution pacifique impossible rendent inévitable la révolution violente.

Voilà une pensée à nous rappeler. Face à l'agitation, qu'elle soit violente ou non, rappelons-nous que si des gens ont des raisons de mettre en question notre régime et nos institutions, nous devrions y apporter des changements essentiels et fondamentaux. Nous devons agir, car 20 p. 100 des Canadiens vivent dans la pauvreté, des milliers sont sans travail, et des millions n'ont pas les chances dont dispose une petite minorité. Le Canada devra prendre des décisions concrètes, car nous arrivons